

Économie populaire, sous-capitalisme ou alternative socio-économique ?

MARDI 21 NOVEMBRE 9H – 12H30

AUDITORIUM DE LA MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME PARIS-NORD

20 av George Sand 93210 St-Denis la Plaine, M° 12 Front populaire, RER B La Plaine - Stade de France

Entrée libre sur inscription : <http://recherche-action.fr/emancipation-transformation/inscription/>

RUES MARCHANDES

Cette rencontre boucle le programme de recherche-action labellisé par la MSH PN « La biffe comme éco-développement urbain : recherche-action pour la revalorisation des "rues marchandes" et le travail des biffins ». Le laboratoire social LISRA poursuit ainsi l'exploration et la valorisation des situations d'implication des acteurs producteurs de connaissances dans les processus de recomposition sociaux et économiques. Cette rencontre est inscrite au [mois de l'ESS](#).



Présentation

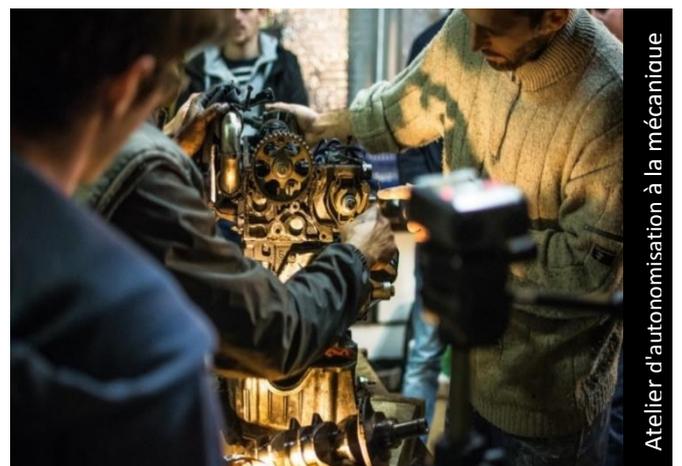
L'économie populaire est habituellement renvoyée à une sous-économie capitaliste « aux pieds nus » (secteur informel, économie souterraine, stratégies de survie, etc.). Il n'existerait donc qu'un seul modèle économique, celui qui nous domine. Pourtant l'économie populaire structure des pans entiers de la société, pas seulement des « pays du Sud ».

Nous pourrions concevoir autrement la notion d'économie populaire qui englobe tout en la dépassant l'économie informelle en l'intégrant dans un schéma de développement. Elle ne se réduit pas à une économie de subsistance, mais ne valide pas non plus une économie productiviste qui conforte les inégalités et grossit cette main-d'œuvre surnuméraire précarisée ou exclue dans les périodes de récession.

Elle désigne alors l'ensemble des activités économiques et des pratiques sociales développées par les groupes populaires en vue de garantir, par l'utilisation de leur propre force de travail et des ressources disponibles, la satisfaction des besoins de base, matériels autant qu'immatériels. Elle peut prendre concrètement différentes formes comme l'illustrera la présentation d'expérimentations : ateliers autogérés, groupe d'achat, échoppes fixes ou ambulantes, petites réparations,

systèmes d'échange local, cuisines collectives, récolte des déchets et revente dans la rue ou au bénéfice de dispositif de récupération...

Entre une économie sociale institutionnelle en difficulté pour répondre aux enjeux contemporains et l'illusion libérale d'une autorégulation marchande, la notion d'économie populaire et solidaire rappelle l'impossibilité de complètement marchandiser le travail et la vie entière. Cette notion est issue d'un travail de légitimation de l'économie populaire opéré par des chercheurs et acteurs sud-américains et prolongé par des responsables publics ayant instauré des politiques qui visent à favoriser sa dimension solidaire.



Une économie endogène aux territoires indiquerait que l'économie est subordonnée à la politique et aux relations sociales, elle ne peut se concevoir comme entité autonome en dehors des institutions de la société. Par leur propre force de travail, ces organisations de base, soucieuses d'une certaine justice sociale, comblent par l'innovation sociale l'absence de dispositifs et d'alternatives politiques. Ainsi la pratique populaire des espaces pourrait être abordée sous sa forme structurante, écosystémique de tiers espaces, par l'étude des pratiques de maîtrise d'usage sur les territoires (cf notre rencontre du 16 octobre 2017 sur les « espaces d'émancipation collective et de transformation sociale »).

Notons que les notions de bien des communs, d'économie des communs ou encore d'économie contributive participent également à dégager de nouvelles perspectives sur la question de la propriété, de la gestion collective des

ressources et la pertinence d'une approche socioéconomique non évolutionniste de la pauvreté et des inégalités.

Ces écosystèmes instituants joueraient un rôle de régulateur et confirmeraient que l'économie populaire et solidaire n'offre pas simplement un cadre d'analyse, mais aussi d'action. Elle révèle et légitime la faculté des acteurs des territoires « en déprise » d'engendrer des contre-mouvements pour se protéger eux-mêmes et leur environnement de cette menace. Est-ce que ces résistances sociales engendrent d'autres modèles entrepreneuriaux que ceux qui visent à reproduire une structure hiérarchique entre classes sociales ? La possibilité de définir la notion d'économie populaire et de provoquer un débat public est donc un enjeu tout aussi économique, scientifique que politique.

Déroulé de la matinée

Le but du séminaire recherche-action est d'outiller les acteurs-chercheurs dans la construction de cadres de pensée et d'action. Jean Louis Laville¹ se propose de jouer le rôle de « grand témoin », amenant des éléments d'analyse en dialogue avec les expérimentations des acteurs-chercheurs.

9h - Accueil

9h30 - Introduction du séminaire :

Recherche-action et économie populaire, deux espaces d'implication en dialogue par le LISRA

9h45 - Exposé : Enjeux d'une économie populaire solidaire dans une perspective historique et internationale par Jean-Louis Laville.

L'intervention s'efforce à la fois d'identifier les raisons historiques de l'invalidation symbolique de l'économie populaire et les expériences étrangères qui permettent de penser un soutien public à l'économie populaire solidaire.

10h30 - Connaissance pragmatique et scientifique d'une économie populaire à travers des expérimentations par la recherche-action sur différents territoires :

- **L'économie populaire des récupérateurs vendeurs**, marqueurs entre deux conceptions du développement (organisation économique, rapport au territoire, comparaison internationale), par le collectif Rues Marchandes.
- « **MAC & ACRA**, » **deux figures coopératives de pérennisation des activités de mécanique de rue**, des pratiques de l'économie populaire ordinaire à une variante plus circulaire et moins précaire », par Abou Ndiaye.
- **Tentatives de communismes immédiats, là où nous vivons** : Récit d'une mise en commun de fonds pour financer des initiatives non-exploiteuses, et pour expérimenter une activité de production avec un salaire sans obligation de travailler. Ici, là où nous vivons, par Nicolas Guerrier.
- **L'économie contributive sur la Plaine Commune : approches conceptuelles et perspectives territoriales**, Le modèle de contributivité que la Chaire de Recherche tente de porter est basé sur une redéfinition du Travail dépassant la situation d'emploi, par Clara Drevet et Federico Puletti.
- **Les « initiatives citoyennes économiques » dans le Quartier de l'Arianne à Nice** Des habitants font du troc, de la récupération. Ils aménagent quotidiennement, dans l'espace public, une zone de gratuité au bénéfice de touTEs, par Christophe Giroguy.

11h 30 Débat : dialogue à partir des expériences, alimenté par d'autres contributions de la salle

¹ Réf biblio : L'économie sociale et solidaire. Pratiques, théories, débats, Seuil, 2016. - Dictionnaire de l'autre économie, Gallimard, 2006.

Contributions

L'économie populaire des récupérateurs vendeurs : organisation économique, rapport au territoire, comparaison internationale

par le collectif Rues Marchandes.

Les travailleurs des déchets et recycleurs de rues à travers la récupération-ventes des objets délaissés et autres rebuts sont les marqueurs d'une tension entre deux conceptions du développement territorial sur les questions de croissance / décroissance.

La dimension écosystémique par Christian Weiss :

Exclure les friches, qu'elles soient urbaines, rurales ou sociales, c'est nous exclure des assemblages qui constituent nos confluences avec la nature et avec les autres, quelles que soient leurs cultures ... Biffins, ils participent directement à redonner vie aux objets dont on se débarrasse trop vite, à les recycler, à économiser ressources et énergie et ne pas poursuivre l'artificialisation de la Nature au rythme insoutenable actuel.

Nous devons porter et contribuer à porter un autre regard sur les friches, les délaissés et vers ceux qui les côtoient ainsi que sur les objets que l'on veut nous contraindre à déclasser, à jeter, et si nous les jetons, nous devons favoriser leur recyclage et respecter ceux qui les prennent en charge pour leur donner une seconde vie. Hommes et Nature doivent retrouver les liens pour s'associer, sous peine que la seconde devienne invivable pour eux.

La dimension organisationnelle, comparaison internationale par Radia Slimani

A partir de la comparaison de trois modes d'organisation dans trois pays d'Afrique, qu'est-ce qui permet aux récupérateurs vendeurs de se constituer comme minorité active et s'inscrire dans les rapports sociaux ? Pourquoi la France est-elle si peu présente dans la réflexion et la prise en compte de cette dynamique économique ?

« MAC & ACRA, deux figures coopératives de pérennisation des activités de mécanique de rue, des pratiques de l'économie populaire ordinaire à une variante plus circulaire et moins précaire »

Par Abou Ndiaye, Directeur d'études à l'ARESS/ FMSH²

A partir des résultats de deux recherches-action menées l'une en Seine-Saint-Denis et l'autre dans le Val d'Oise, l'auteur met en discussion deux exemples de tentatives de pérennisation d'une activité sociale relevant principalement d'une économie de la débrouille dans une nouvelle forme. Ces recherches action ont porté sur les pratiques de mécanique de quartier grâce auxquelles les ménages les plus modestes des grands ensembles accèdent à une certaine mobilité, là où les transports publics sont ou insuffisants ou inadaptés à leurs déplacements réguliers.

Cependant, pour de multiples raisons, cette offre de dépannage en mécanique automobile en plein air suscite des demandes contradictoires, à la fois de la part des clients et des autorités publiques.

La transposition de ces activités, actuellement nomades, dans le champ des pratiques coopératives, en MAC ou ACRA, leur permettrait de s'offrir comme une alternative stable, aussi bien à la précarité des conditions de la pratique (fragilité des statuts administratifs des ateliers et des dépanneurs, et aussi, de fortes atteintes à l'environnement et au cadre de vie...) et à leur marchandisation pure et simple, leur ouvrant ainsi la voie vers une inscription dans une économie populaire, sociale, solidaire et circulaire, car socialement utile et écologiquement plus économe.

² Atelier de Recherches en Sciences Sociales/ Fondation Maison des Sciences de l'Homme.

Tentatives de communismes immédiats, là où nous vivons

Par Nicolas Guerrier

Récit d'une mise en commun de fonds pour financer des initiatives non-exploiteuses, et pour expérimenter une activité de production avec un salaire sans obligation de travailler. Ici, là où nous vivons.

Cette tentative, aussi pressante soit-elle, est le fruit d'une longue histoire de recherche-actions collectives menées autour de l'économie commune, et regroupe une multitude de gens et de groupes aux expériences variées. Des syndicats, des travailleurs de tout secteur, des chômeurs, des associations, des autonomes, des universitaires... nous pourrions voir dans ce collectif un concentré de manif avec toutes ses chapelles... Et il y a bien un peu de cela dans notre organisation naissante, à la différence près qu'elle se constitue autour de connivences et de liens, de livres, de concepts, d'échanges, d'écritures collaboratives, et d'une ferveur à mettre nos recherches en pratique, tout en analysant en profondeur ce qui est en train de se jouer dans le processus instituant qui se déploie.

Nous agissons sur un territoire, nommé Pays de Tulle, Corrèze ou Limousin... Cependant nous en contestant la notion, car le territoire nous apparaît davantage comme le produit d'une logique technocratique d'aménagement et de planification, pensée d'en haut, qui vise à organiser pour nous les endroits où nous vivons, selon des objectifs de développement économique avant tout. Exister sur un territoire revient par définition à être gouvernés par d'autres, dans la mesure où c'est un territoire administratif dont il s'agit. Nos formes de vies, elles, occupent des terrains de jeux et de recherche. C'est à dire des terrains modifiables, jouables, où s'exercent des jeux de forces que nous voulons expliciter et ensuite perturber, notamment dans ses dimensions économiques.

Ces rapports économiques sont, entre autres, ceux imposés par la propriété lucrative. Nos tentatives de fonds communs et donc communistes, permettront à des personnes ou des groupes d'acheter une ou des propriétés privées, si tel en est le souhait. Ensuite, le contrat passé avec notre organisation de fonds consistera à laisser toute liberté aux propriétaires de faire ce qu'ils veulent avec leur bien, sauf de le louer.

Dominés par la rationalité économique, nous offrons habituellement notre force de travail aux entreprises et administrations dirigées par d'autres, dans leur intérêt. Pour abolir cette détermination nous pensons qu'il est nécessaire que nos fonds communs distribuent des revenus aux gens, sans leur imposer en contrepartie de travailler. Nous payons les individus, et pas leur poste de travail. Casser le lien entre rémunération et contribution est essentiel pour tous ceux qui sont poussés à bout dans leur travail, bloqués dans une sphère qui les viole, mais qui, faute de perspective, ne peuvent quitter leur emploi ou tenter de le transformer sans risque...

"L'économie contributive sur la Plaine Commune : approches conceptuelles et perspectives territoriales"

par Clara Drevet et Federico Puletti

Le modèle de contributivité que la Chaire de Recherche tente de porter est basé sur une redéfinition du Travail dépassant la situation d'emploi, dans un contexte où la « révolution industrielle numérique » exacerbe les contradictions du modèle de société actuel. En effet, le développement des technologies numériques met en question la solvabilité du modèle économique contemporain où production et redistribution sont conditionnées à l'emploi.

Il s'agira dans un premier temps de spécifier les présupposés théoriques sur lesquels se fonde le concept de contribution, puis de dégager les enjeux épistémologiques soulevés par la thèse d'une économie contributive qui entend s'ancrer sur des expériences de production pourtant actuellement non reconnues comme productrices de valeur présentes sur le territoire de Plaine Commune. Partant, il s'agira de comprendre les relations que peuvent entretenir une économie de la contribution et les différentes expériences d'économie populaire du territoire, et notamment d'éclairer les rapports entre institution et créations non-institutionnelles de la ville. Partant de l'hypothèse de la mise en place d'un revenu contributif sur le territoire de Plaine Commune en partenariat avec les citoyens et les institutions, on s'interrogera, à partir du partage d'expériences permis par cette rencontre, s'il peut être un outil de financement adéquat pour les différentes formes d'économie populaire présentées.

Les « initiatives citoyennes économiques » dans le Quartier de l'Ariane à Nice

Par Christophe Giroguy

Tout reste affaire à faire !

Nous nous inspirons des initiatives citoyennes économiques, qui se développent actuellement sur le quartier de l'Ariane à Nice, pour réfléchir au concept d'économie populaire. Des habitants font du troc, de la récupération de produits destinés à la destruction. Ils aménagent quotidiennement, dans l'espace public, une zone de gratuité au bénéfice de touTEs. D'autres habitants apprennent la cueillette et la transformation, d'autres encore cherchent une alternative à l'entrepreneariat classique. Certains mettent en place une économie collective pour le financement de projets citoyens. De nouveaux rapports sociaux émanent de ces initiatives avec convivialisme, craintes ou conflits.

Quels sont les enjeux proposés par l'économie populaire ? Comment assembler des ressources qui émanent du territoire pour un développement local éco-systémique qui réponde aux besoins premiers ? Ces initiatives reposent-elles sur un modèle économique concret ? Comment ces formes collectives de gestion des ressources peuvent-elles se protéger de la modélisation instituée ?

Tant de questions qui ne trouveront réponses qu'avec le temps de l'expérimentation. Tout reste ~~affaire~~ affaire à faire !